



En grève le 26 mai, Dans les manifestations le 13 juin,

Aux Finances,

A Bercy comme dans les institutions économiques et financières du secteur semi-public

**Ensemble, poursuivons l'action
pour faire aboutir nos légitimes revendications !**

Aux Finances, les fédérations syndicales CGT, Solidaires, FO, CFDT, CGC, UNSA ont décidé de s'inscrire pleinement et dans l'unité dans les rendez-vous interprofessionnels relayés par les organisations syndicales de la fonction publique des 26 mai et 13 juin prochains (*).

Dans le prolongement des actions des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai 2009, ces nouveaux rendez-vous interviennent à un moment où l'aggravation de la crise systémique génère une explosion du chômage, des inégalités, de la précarité et de l'insécurité sociale, ainsi qu'un effondrement du pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi, des retraités.

Dans un tel contexte, la fédération des Finances CGT réaffirme :

- ✓ La nécessaire mobilisation des ministères de Bercy et des institutions économiques et financières semi-public pour que de nouvelles politiques publiques, dans leurs dimensions fiscales, financières, monétaires, économiques, industrielles ou encore statistiques, soient mises en œuvre au service du plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement durable.
- ✓ La nécessité de mettre en échec les objectifs poursuivis au travers notamment de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Révision Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO).
- ✓ Le développement sur l'ensemble du territoire national de services publics et d'intérêt général de proximité et de pleine compétence.

C'est pourquoi la fédération des Finances CGT se prononce aussi pour :

- ✓ Que les moyens nécessaires à la mise en œuvre de telles politiques soient octroyés au moyen notamment de la définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois, en lien avec les missions. De manière immédiate, il s'agit d'imposer l'arrêt des suppressions d'emplois de fonctionnaires et des licenciements des personnels non titulaires de la fonction publique comme des salariés de droit privé.
- ✓ Une revalorisation immédiate et significative des rémunérations versées qu'il s'agisse des traitements, des salaires, des régimes indemnitaires, des pensions ou encore des retraites.
- ✓ La préservation et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives des personnels qu'il s'agisse de la protection sociale, de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité, de la santé au travail. Dans la fonction publique, cela nécessite le retrait du projet de loi dit de la mobilité dont l'objectif essentiel vise à permettre le licenciement des fonctionnaires.

Pour gagner sur nos propositions et nos revendications, il nous faut encore et dans l'unité faire grandir la mobilisation.

C'est pourquoi la fédération des Finances CGT appelle les personnels :

- ✓ A se réunir dès à présent en assemblées générales pour débattre de la situation revendicative, poursuivre et amplifier l'action aux Finances.
- ✓ A décider partout, dans toutes les administrations, dans toutes les institutions économiques et financières, dans l'ensemble des services, de **faire du 26 mai 2009 :**
 - ▶ **Une journée de grève.**
 - ▶ **Une journée de mobilisation générale en interpellant les directions locales, les élus, les médias, les usagers de nos services publics et d'intérêt général sur nos revendications et nos propositions.**
 - ▶ **Une journée de mobilisation générale y compris en participant aux initiatives interprofessionnelles qui seront initiées sur le territoire avec l'ensemble des salariés, des privés d'emplois et des retraités (manifestations, rassemblements interprofessionnels...).**

La fédération des Finances CGT appelle également les personnels :

- ✓ A se retrouver et se réunir dès le **27 mai 2009**, dans l'unité la plus large en assemblées générales pour débattre et décider des suites à donner à l'action et notamment préparer une **participation et une inscription massives aux manifestations interprofessionnelles du samedi 13 juin 2009.**

**Pour l'emploi, le pouvoir d'achat,
les services publics et d'intérêt général.**

Par la poursuite et l'amplification de l'action, son inscription dans la durée.

**Ensemble, imposons l'ouverture de négociations pour d'autres choix à
Bercy comme dans les institutions économiques et financières !**